

Lutte de classe

Une seul mot d'ordre : retrait inconditionnel du projet de loi contre les régimes spéciaux de retraite !

Dans un communiqué commun diffusé samedi soir, les fédérations syndicales CGT, FO, CFTC, UNSA et CFE-CGC ont appelé les cheminots à « *rester unis et mobilisés* » et indiqué qu'elles se réuniront dimanche « *pour faire le point de la situation sociale, de l'état du rapport de force et des suites à donner au mouvement* ».

J'ai cherché ce matin ce communiqué sur les sites Internet des différents syndicats pour vous en donner la teneur exacte, en vain.

On a appris que la direction de la SNCF a envoyé samedi une nouvelle lettre aux syndicats dans laquelle elle leur propose d'ouvrir des négociations sur un mois à partir de mercredi, en présence d'un représentant de l'Etat, comme l'avait demandé la CGT.

J'ai également cherché ce matin cette lettre sur les sites Internet des différents syndicats pour vous en donner la teneur exacte, en vain.

Il semblerait que les dirigeants syndicaux ne tiennent pas à ce que les travailleurs et les militants disposent de l'ensemble des éléments en leur possession afin d'éviter qu'ils puissent se faire leur propre opinion en toute indépendance.

L'Unsa, Sud-Rail et FO ont opposé une fin de non recevoir à la direction de la SNCF pendant que la CGT-Cheminots réclame « *l'assurance de pouvoir négocier sur l'ensemble des éléments de la réforme* », alors que le maintien des 37,5 annuités n'est pas négociable.

Selon Eric Falempin, secrétaire général de FO-Cheminots, les trois quarts des assemblées générales de cheminots ont reconduit le mouvement jusqu'à lundi et leur réaction par rapport à la dernière lettre de la direction de la SNCF pourrait être « *catastrophique* ».

Aucun chiffre n'a été communiqué sur le taux de grévistes samedi, ni du côté de la direction de la SNCF ni du côté des syndicats. Etrange, non ? Pas tant que cela.

On peut raisonnablement penser après l'annonce de la fin de la grève à l'EDF et à GDF, l'initiative de Thibault, l'appel de la CFDT à la reprise du travail, autant de faits qui ont peuvent semer le doute parmi les agents de la SNCF et de la RATP qui poursuivent la grève, qu'afin de briser leur détermination, le moment est venu de les isoler davantage en ne leur fournissant plus qu'un minimum d'informations sur le déroulement de leur grève à travers tout le pays. Et comme cela tombe un week-end, les dirigeants syndicaux et la direction de la SNCF ont dû imaginer que les grévistes subiront la pression de leur famille et de leur entourage qui ne manqueront pas de leur expliquer que leur grève est « *impopulaire* » ou perdue d'avance, etc.

Du côté du gouvernement.

Fillon a encore pris hier ses désirs pour la réalité en s'accrochant dorénavant uniquement sur la perche que lui a lancé Thibault pour se livrer à un odieux inacceptable : « *Nous*

demandons, pour que ces négociations s'ouvrent, qu'il y ait un appel à la reprise du travail ».

Selon lui : « *Il n'y a pas de diktat* », mais « *on ne peut pas négocier et faire grève en même temps* ». C'est le langage que tiennent en général les dictateurs à qui rien ni personne ne doit résister, même pacifiquement. Que l'on pense un instant au flic-président Sarkozy qui fait matraquer les avocats à l'instar de son homologue pakistanais, le général-président Musharraf... La tentation de la dictature est forte, n'est-ce pas ?

Fillon, fort du soutien que lui apporte ouvertement la CFDT et des manoeuvres de Thibault auxquels collaborent l'ensemble des dirigeants syndicaux (à l'exception de Sud-rail) pour isoler les cheminots, en a profité pour demander aux dirigeants syndicaux de lancer « *un appel à la reprise du travail* » à la RATP et à la SNCF, sans tenir compte du vote des cheminots qui ont reconduit démocratiquement la grève en assemblée générale.

Il n'est pas le seul à condamner cette grève et à vouloir qu'elle se termine le plus rapidement possible, son principal associé s'impatiente même aussi au point de se montrer plus royaliste que le roi.

Le porte-parole du PS Julien Dray a estimé que le gouvernement pouvait donner les « *garanties* » demandées par les salariés afin qu'une « *issue rapide soit trouvée* ». Impossible puisque les 37,5 annuités ne sont pas négociables ! Il a ajouté sur France Info : « *Personne n'a intérêt à ce que tout cela se durcisse* », en soulignant dans le même temps qu'il ne soutenait pas « *certaines organisations syndicales minoritaires* » qui jouent « *le jeu de la radicalisation* » du mouvement, entendez par là, les militants syndicaux et les cheminots ensemble qui exigent le maintien des 37,5 annuités, car pour ce fieffé réactionnaire, défendre aujourd'hui le droit à la retraite, c'est forcément être « *radical* », demain ce sera faire acte de « *terrorisme* » .

A partir de là, il est parfaitement clair que la présence du PS à une quelconque initiative commune des partis ouvriers pour soutenir les agents de la SNCF et de la RATP en grève, est totalement inenvisageable. Je ne sais pas si c'est ce que préconisaient la LCR et LO, c'est hors de question étant donné la position du PS.

(AP 18.11 et AFP 17.11)